



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ — Αρ. Φύλλου **118**

11 Ιουνίου 1997

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 2505

Κύρωση της Συμφωνίας της Νίκαιας που αφορά τη διεθνή ταξινόμηση προϊόντων και υπηρεσιών με σκοπό την καταχώριση σημάτων.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος η Συμφωνία της Νίκαιας που αφορά τη διεθνή ταξινόμηση προϊόντων και υπηρεσιών με σκοπό την καταχώριση σημάτων της 15ης Ιουνίου 1957, όπως αναθεωρήθηκε στη Στοκχόλμη στις 14 Ιουλίου 1967 και στη Γενεύη στις 13 Μαΐου 1977, της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques

du 15 juin 1957,
revisé à Stockholm le 14 juillet 1967
et à Genève le 13 mai 1977

Article premier

Constitution d'une Union particulière; adoption d'une classification internationale; définition et langues de la classification

1) Les pays auxquels s'applique le présent Arrangement sont constitués à l'état d'Union particulière et adoptent une classification commune des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques (ci-après dénommée « classification »).

2) La classification comprend:

i) une liste des classes, accompagnée, le cas échéant, de notes explicatives;

ii) une liste alphabétique des produits et des services (ci-après dénommée «liste alphabétique»), avec l'indication de la classe dans laquelle chaque produit ou service est rangé.

3) La classification est constituée par:

i) la classification qui a été publiée en 1971 par le Bureau international de la propriété intellectuelle (ci-après dénommé « Bureau international ») visé dans la Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle, étant entendu, toutefois, que les notes explicatives de la liste des classes qui figurent dans cette publication seront considérées comme provisoires et comme étant des recommandations jusqu'à ce que des notes explicatives de la liste des classes soient établies par le Comité d'experts visé à l'article 3;

ii) les modifications et compléments qui sont entrés en vigueur, conformément à l'article 4.1) de l'Arrangement de Nice du 15 juin 1957 et de l'Acte de Stockholm du 14 juillet 1967 de cet Arrangement, avant l'entrée en vigueur du présent Acte;

iii) les changements apportés par la suite en vertu de l'article 3 du présent Acte et qui entrent en vigueur conformément à l'article 4.1) du présent Acte.

4) La classification est en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi.

5) *a)* La classification visée à l'alinéa 3) i), ainsi que les modifications et compléments visés à l'alinéa 3) ii) qui sont entrés en vigueur avant la date à laquelle le présent Acte est ouvert à la signature, sont contenus dans un exemplaire authentique, en langue française, déposé auprès du Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (ci-après dénommés respectivement « Directeur général » et « Organisation »). Les modifications et compléments visés à l'alinéa 3) ii) qui entrent en vigueur après la date à laquelle le présent Acte est ouvert à la signature sont également déposés en un exemplaire authentique, en langue française, auprès du Directeur général.

b) La version anglaise des textes visés au sous-alinéa *a)* est établie par le Comité d'experts visé à l'article 3 à bref délai après l'entrée en vigueur du présent Acte. Son exemplaire authentique est déposé auprès du Directeur général.

c) Les changements visés à l'alinéa 3) iii) sont déposés en un exemplaire authentique, en langues française et anglaise, auprès du Directeur général.

6) Le Directeur général établit, après consultation des gouvernements intéressés, soit sur la base d'une traduction proposée par ces gouvernements, soit en ayant recours à tout autre moyen qui n'aurait aucune incidence financière sur le budget de l'Union particulière ou pour l'Organisation, des textes officiels de la classification dans les langues allemande, arabe, espagnole, italienne, portugaise, russe et dans les autres langues que pourra désigner l'Assemblée visée à l'article 5.

7) La liste alphabétique mentionne, en regard de chaque indication de produit ou de service, un numéro d'ordre propre à la langue dans laquelle elle est établie, avec:

i) s'il s'agit de la liste alphabétique établie en langue anglaise, le numéro d'ordre que la même indication porte dans la liste alphabétique établie en langue française, et vice versa;

ii) s'il s'agit d'une liste alphabétique établie conformément à l'alinéa 6), le numéro d'ordre que la même indication porte dans la liste alphabétique établie en langue française ou dans la liste alphabétique établie en langue anglaise.

Article 2

Portée juridique et application de la classification

1) Sous réserve des obligations imposées par le présent Arrangement, la portée de la classification est celle qui lui est attribuée par chaque pays de l'Union particulière. Notamment, la classification ne

lie les pays de l'Union particulière ni quant à l'appréciation de l'étendue de la protection de la marque, ni quant à la reconnaissance des marques de service.

2) Chacun des pays de l'Union particulière se réserve la faculté d'appliquer la classification à titre de système principal ou de système auxiliaire.

3) Les administrations compétentes des pays de l'Union particulière feront figurer dans les titres et publications officiels des enregistrements des marques les numéros des classes de la classification auxquelles appartiennent les produits ou les services pour lesquels la marque est enregistrée.

4) Le fait qu'une dénomination figure dans la liste alphabétique n'affecte en rien les droits qui pourraient exister sur cette dénomination.

Article 3

Comité d'experts

1) Il est institué un Comité d'experts dans lequel chacun des pays de l'Union particulière est représenté.

2) *a)* Le Directeur général peut et, à la demande du Comité d'experts, doit inviter les pays étrangers à l'Union particulière qui sont membres de l'Organisation ou parties à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle à se faire représenter par des observateurs aux réunions du Comité d'experts.

b) Le Directeur général invite les organisations intergouvernementales spécialisées dans le domaine des marques dont un au moins des pays membres est un pays de l'Union particulière à se faire représenter par des observateurs aux réunions du Comité d'experts.

c) Le Directeur général peut et, à la demande du Comité d'experts, doit inviter des représentants d'autres organisations intergouvernementales et d'organisations internationales non gouvernementales à prendre part aux discusssions qui les intéressent.

3) Le Comité d'experts:

i) décide des changements à apporter à la classification;

ii) adresse aux pays de l'Union particulière des recommandations tendant à faciliter l'utilisation de la classification et à en promouvoir l'application uniforme;

iii) prend toutes autres mesures qui, sans avoir d'incidences financières sur le budget de l'Union particulière ou pour l'Organisation, sont de nature à faciliter l'application de la classification par les pays en développement;

iv) est habilité à instituer des sous-comités et des groupes de travail.

4) Le Comité d'experts adopte son règlement intérieur. Ce dernier donne aux organisations intergouvernementales mentionnées à l'alinéa 2)*b)* qui peuvent apporter une contribution substantielle au développement de la classification la possibilité de prendre part aux réunions des sous-comités et groupes de travail du Comité d'experts.

5) Les propositions de changements à apporter à la classification peuvent être faites par l'administration compétente de tout pays de l'Union particulière, le Bureau international, les organisations intergouvernementales représentées au Comité d'experts en vertu de l'alinéa 2)*b)* et tout pays ou organisation spécialement invité par le Comité d'experts à formuler de telles propositions. Les propositions sont communiquées au Bureau international, qui les soumet aux membres du Comité d'experts et aux observateurs au plus tard deux mois avant la session du Comité d'experts au cours de laquelle elles seront examinées.

6) Chaque pays de l'Union particulière dispose d'une voix.

7) *a)* Sous réserve du sous-alinéa *b)*, le Comité d'experts prend ses décisions à la majorité simple des pays de l'Union particulière représentés et votants.

b) Les décisions relatives à l'adoption des modifications à apporter à la classification sont prises à la majorité des quatre cinquièmes des pays de l'Union particulière représentés et votants. Par modification, il faut entendre tout transfert de produits ou de services d'une classe à une autre, ou la création de toute nouvelle classe.

c) Le règlement intérieur visé à l'alinéa 4) prévoit que, sauf cas spéciaux, les modifications de la classification sont adoptées à la fin de périodes déterminées; le Comité d'experts fixe la longueur de chaque période.

8) L'abstention n'est pas considérée comme un vote.

Article 4

Notification, entrée en vigueur et publication des changements

1) Les changements décidés par le Comité d'experts, de même que les recommandations du Comité d'experts, sont notifiés aux administrations compétentes des pays de l'Union particulière par le Bureau international. Les modifications entrent en vigueur six mois après la date de l'envoi de la notification. Tout autre changement entre en vigueur à la date que fixe le Comité d'experts au moment où le changement est adopté.

2) Le Bureau international incorpore dans la classification les changements entrés en vigueur. Ces changements font l'objet d'avis publiés dans les périodiques désignés par l'Assemblée visée à l'article 5.

Article 5

Assemblée de l'Union particulière

1) *a)* L'Union particulière a une Assemblée composée des pays qui ont ratifié le présent Acte ou y ont adhéré.

b) Le Gouvernement de chaque pays est représenté par un délégué, qui peut être assisté de suppléants, de conseillers et d'experts.

c) Les dépenses de chaque délégation sont supportées par le Gouvernement qui l'a désignée.

2) *a)* Sous réserve des dispositions des articles 3 et 4, l'Assemblée:

i) traite de toutes les questions concernant le maintien et le développement de l'Union particulière et l'application du présent Arrangement;

ii) donne au Bureau international des directives concernant la préparation des conférences de revision, compte étant dûment tenu des observations des pays de l'Union particulière qui n'ont pas ratifié le présent Acte ou n'y ont pas adhéré;

iii) examine et approuve les rapports et les activités du Directeur général de l'Organisation (ci-après dénommé « le Directeur général ») relatifs à l'Union particulière et lui donne toutes directives utiles concernant les questions de la compétence de l'Union particulière;

iv) arrête le programme, adopte le budget triennal de l'Union particulière et approuve ses comptes de clôture;

v) adopte le règlement financier de l'Union particulière;

vi) crée, outre le Comité d'experts mentionné à l'article 3, les autres comités d'experts et les groupes de travail qu'elle juge utiles à la réalisation des objectifs de l'Union particulière;

vii) décide quels sont les pays non membres de l'Union particulière et quelles sont les organisations intergouvernementales qui peuvent être admis à ses réunions en qualité d'observateurs;

viii) adopte les modifications des articles 5 à 8;

ix) entreprend toute autre action appropriée en vue d'atteindre les objectifs de l'Union particulière;

x) s'acquitte de toutes autres tâches qu'implique le présent Arrangement.

b) Sur les questions qui intéressent également d'autres Unions administrées par l'Organisation, l'Assemblée statue connaissance prise de l'avis du Comité de coordination de l'Organisation.

3) *a)* Chaque pays membre de l'Assemblée dispose d'une voix.

b) La moitié des pays membres de l'Assemblée constitue le quorum.

c) Nonobstant les dispositions du sous-alinéa *b)*, si, lors d'une session, le nombre des pays représentés est inférieur à la moitié mais égal ou supérieur au tiers des pays membres de l'Assemblée, celle-ci peut prendre des décisions; toutefois, les décisions de l'Assemblée, à l'exception de celles qui concernent sa procédure, ne deviennent exécutoires que lorsque les conditions énoncées ci-après sont remplies. Le Bureau international communique lesdites décisions aux pays membres de l'Assemblée qui n'étaient pas représentés, en les invitant à exprimer par écrit, dans un délai de trois mois à compter de la date de ladite communication, leur vote ou leur abstention. Si, à l'expiration de ce délai, le nombre des pays ayant ainsi exprimé leur vote ou leur abstention est au moins égal au nombre de pays qui faisait défaut pour que le quorum fût atteint lors de la session, lesdites décisions deviennent exécutoires, pourvu qu'en même temps la majorité nécessaire reste acquise.

d) Sous réserve des dispositions de l'article 8.2), les décisions de l'Assemblée sont prises à la majorité des deux tiers des votes exprimés.

e) L'abstention n'est pas considérée comme un vote.

f) Un délégué ne peut représenter qu'un seul pays et ne peut voter qu'au nom de celui-ci.

g) Les pays de l'Union particulière qui ne sont pas membres de l'Assemblée sont admis à ses réunions en qualité d'observateurs.

4) *a)* L'Assemblée se réunit une fois tous les trois ans en session ordinaire sur convocation du Directeur général et, sauf cas exceptionnels, pendant la même période et au même lieu que l'Assemblée générale de l'Organisation.

b) L'Assemblée se réunit en session extraordinaire sur convocation adressée par le Directeur général, à la demande d'un quart des pays membres de l'Assemblée.

c) L'ordre du jour de chaque session est préparé par le Directeur général.

5) L'Assemblée adopte son règlement intérieur.

Article 6

Bureau international

1) *a)* Les tâches administratives incombant à l'Union particulière sont assurées par le Bureau international.

b) En particulier, le Bureau international prépare les réunions et assure le secrétariat de l'Assemblée, du Comité d'experts, et de tous autres comités d'experts et tous groupes de travail que l'Assemblée ou le Comité d'experts peut créer.

c) Le Directeur général est le plus haut fonctionnaire de l'Union particulière et la représente.

2) Le Directeur général et tout membre du personnel désigné par lui prennent part, sans droit de vote, à toutes les réunions de l'Assemblée, du Comité d'experts, et de tout autre comité d'experts ou tout groupe de travail que l'Assemblée ou le Comité d'experts peut créer. Le Directeur général ou un membre du personnel désigné par lui est d'office secrétaire de ces organes.

3) *a)* Le Bureau international, selon les directives de l'Assemblée, prépare les conférences de revision des dispositions de l'Arrangement autres que les articles 5 à 8.

b) Le Bureau international peut consulter des organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales sur la préparation des conférences de revision.

c) Le Directeur général et les personnes désignées par lui prennent part, sans droit de vote, aux délibérations dans ces conférences.

4) Le Bureau international exécute toutes autres tâches qui lui sont attribuées.

Article 7

Finances

1) *a)* L'Union particulière a un budget.

b) Le budget de l'Union particulière comprend les recettes et les dépenses propres à l'Union particulière, sa contribution au budget des dépenses communes aux Unions, ainsi que, le cas échéant, la somme mise à la disposition du budget de la Conférence de l'Organisation.

c) Sont considérées comme dépenses communes aux Unions les dépenses qui ne sont pas attribuées exclusivement à l'Union particulière mais également à une ou plusieurs autres Unions administrées par l'Organisation. La part de l'Union particulière dans ces dépenses communes est proportionnelle à l'intérêt que ces dépenses présentent pour elle.

2) Le budget de l'Union particulière est arrêté compte tenu des exigences de coordination avec les budgets des autres Unions administrées par l'Organisation.

3) Le budget de l'Union particulière est financé par les ressources suivantes:

i) les contributions des pays de l'Union particulière;

ii) les taxes et sommes dues pour les services rendus par le Bureau international au titre de l'Union particulière;

iii) le produit de la vente des publications du Bureau international concernant l'Union particulière et les droits afférents à ces publications;

iv) les dons, legs et subventions;

v) les loyers, intérêts et autres revenus divers.

4) *a)* Pour déterminer sa part contributive au sens de l'alinéa 3) i), chaque pays de l'Union particulière appartient à la classe dans laquelle il est rangé pour ce qui concerne l'Union de Paris pour la protection de la propriété industrielle, et paie ses contributions annuelles sur la base du nombre d'unités déterminé pour cette classe dans cette Union.

b) La contribution annuelle de chaque pays de l'Union particulière consiste en un montant dont le rapport à la somme totale des contributions annuelles au budget de l'Union particulière de tous les pays est le même que le rapport entre le nombre des unités de la classe dans laquelle il est rangé et le nombre total des unités de l'ensemble des pays.

c) Les contributions sont dues au premier janvier de chaque année.

d) Un pays en retard dans le paiement de ses contributions ne peut exercer son droit de vote dans aucun des organes de l'Union particulière si le montant de son arriéré est égal ou supérieur à celui des contributions dont il est redevable pour les deux années complètes écoulées. Cependant, un tel pays peut être autorisé à conserver l'exercice de son droit de vote au sein dudit organe aussi longtemps que ce dernier estime que le retard résulte de circonstances exceptionnelles et inévitables.

e) Dans le cas où le budget n'est pas adopté avant le début d'un nouvel exercice, le budget de l'année précédente est reconduit selon les modalités prévues par le règlement financier.

5) Le montant des taxes et sommes dues pour des services rendus par le Bureau international au titre de l'Union particulière est fixé par le Directeur général, qui fait rapport à l'Assemblée.

6) *a)* L'Union particulière possède un fonds de roulement constitué par un versement unique effectué par chaque pays de l'Union particulière. Si le fonds devient insuffisant, l'Assemblée décide de son augmentation.

b) Le montant du versement initial de chaque pays au fonds précité ou de sa participation à l'augmentation de celui-ci est proportionnel à la contribution de ce pays pour l'année au cours de laquelle le fonds est constitué ou l'augmentation décidée.

c) La proportion et les modalités de versement sont arrêtées par l'Assemblée, sur proposition du Directeur général et après avis du Comité de coordination de l'Organisation.

7) *a)* L'Accord de siège conclu avec le pays sur le territoire duquel l'Organisation a son siège prévoit que, si le fonds de roulement est insuffisant, ce pays accorde des avances. Le montant de ces avances et les conditions dans lesquelles elles sont accordées font l'objet, dans chaque cas, d'accords séparés entre le pays en cause et l'Organisation.

b) Le pays visé au sous-alinéa *a)* et l'Organisation ont chacun le droit de dénoncer l'engagement d'accorder des avances moyennant notification par écrit. La dénonciation prend effet trois ans après la fin de l'année au cours de laquelle elle a été notifiée.

8) La vérification des comptes est assurée, selon les modalités prévues par le règlement financier, par un ou plusieurs pays de l'Union particulière ou par des contrôleurs extérieurs, qui sont, avec leur consentement, désignés par l'Assemblée.

Article 8

Modification des articles 5 à 8

1) Des propositions de modification des articles 5, 6, 7 et du présent article peuvent être présentées par tout pays membre de l'Assemblée ou par le Directeur général. Ces propositions sont communiquées par ce dernier aux pays membres de l'Assemblée six mois au moins avant d'être soumises à l'examen de l'Assemblée.

2) Toute modification des articles visés à l'alinéa 1) est adoptée par l'Assemblée. L'adoption requiert les trois quarts des votes exprimés; toutefois, toute modification de l'article 5 et du présent alinéa requiert les quatre cinquièmes des votes exprimés.

3) Toute modification des articles visés à l'alinéa 1) entre en vigueur un mois après la réception par le Directeur général des notifications écrites d'acceptation, effectuée en conformité avec leurs règles constitutionnelles respectives, de la part des trois quarts des pays qui étaient membres de l'Assemblée au moment où la modification a été adoptée. Toute modification desdits articles ainsi acceptée lie tous les pays qui sont membres de l'Assemblée au moment où la modification entre en vigueur ou qui en deviennent membres à une date ultérieure; toutefois, toute modification qui augmente les obligations financières des pays de l'Union particulière ne lie que ceux d'entre eux qui ont notifié leur acceptation de ladite modification.

Article 9

Ratification et adhésion; entrée en vigueur

1) Chacun des pays de l'Union particulière qui a signé le présent Acte peut le ratifier et, s'il ne l'a pas signé, peut y adhérer.

2) Tout pays étranger à l'Union particulière, partie à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, peut adhérer au présent Acte et devenir, de ce fait, pays de l'Union particulière.

3) Les instruments de ratification et d'adhésion sont déposés auprès du Directeur général.

4) *a)* Le présent Acte entre en vigueur trois mois après que les deux conditions suivantes ont été remplies:

i) six pays ou plus ont déposé leurs instruments de ratification ou d'adhésion;

ii) trois au moins de ces pays sont des pays qui, à la date à laquelle le présent Acte est ouvert à la signature, sont des pays de l'Union particulière.

b) L'entrée en vigueur visée au sous-alinéa *a)* est effective à l'égard des pays qui, trois mois au moins avant ladite entrée en vigueur, ont déposé des instruments de ratification ou d'adhésion.

c) A l'égard de tout pays non couvert par le sous-alinéa *b)*, le présent Acte entre en vigueur trois mois après la date à laquelle sa ratification ou son adhésion a été notifiée par le Directeur général, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée dans l'instrument de ratification ou d'adhésion. Dans ce dernier cas, le présent Acte entre en vigueur, à l'égard de ce pays, à la date ainsi indiquée.

5) La ratification ou l'adhésion emporte de plein droit accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par le présent Acte.

6) Après l'entrée en vigueur du présent Acte, aucun pays ne peut ratifier un Acte antérieur du présent Arrangement ou y adhérer.

Article 10

Durée

Le présent Arrangement a la même durée que la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

Article 11

Revision

1) Le présent Arrangement peut être revisé périodiquement par des conférences des pays de l'Union particulière.

2) La convocation des conférences de revision est décidée par l'Assemblée.

3) Les articles 5 à 8 peuvent être modifiés soit par une conférence de revision, soit conformément à l'article 8.

Article 12

Dénonciation

1) Tout pays peut dénoncer le présent Acte par notification adressée au Directeur général. Cette dénonciation emporte aussi dénonciation de l'Acte ou des Actes antérieurs du présent Arrangement que le pays qui dénonce le présent Acte a ratifiés ou auxquels il a adhéré et ne produit son effet qu'à l'égard du pays qui l'a faite, l'Arrangement restant en vigueur et exécutoire à l'égard des autres pays de l'Union particulière.

2) La dénonciation prend effet un an après le jour où le Directeur général a reçu la notification.

3) La faculté de dénonciation prévue par le présent article ne peut être exercée par un pays avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date à laquelle il est devenu pays de l'Union particulière.

Article 13

Renvoi à l'article 24 de la Convention de Paris

Les dispositions de l'article 24 de l'Acte de Stockholm de 1967 de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle s'appliquent au présent Arrangement; toutefois, si ces dispositions sont amendées à l'avenir, le dernier amendement en date s'applique au présent Arrangement à l'égard des pays de l'Union particulière qui sont liés par cet amendement.

Article 14

Signature; langues; fonctions de dépositaire; notifications

1) *a)* Le présent Acte est signé en un seul exemplaire original en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, et déposé auprès du Directeur général.

b) Des textes officiels du présent Acte sont établis par le Directeur général, après consultation des gouvernements intéressés et dans les deux mois qui suivent la signature du présent Acte, dans les deux autres langues, l'espagnol et le russe, dans lesquelles, à côté des langues visées au sous-alinéa *a)*, ont été signés les textes faisant foi de la Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle.

c) Des textes officiels du présent Acte sont établis par le Directeur général, après consultation des gouvernements intéressés, dans les langues allemande, arabe, italienne et portugaise, et dans les autres langues que l'Assemblée peut indiquer.

2) Le présent Acte reste ouvert à la signature jusqu'au 31 décembre 1977.

3) *a)* Le Directeur général certifie et transmet deux copies du texte signé du présent Acte aux gouvernements de tous les pays de l'Union particulière et, sur demande, au gouvernement de tout autre pays.

b) Le Directeur général certifie et transmet deux copies de toute modification du présent Acte aux gouvernements de tous les pays de l'Union particulière et, sur demande, au gouvernement de tout autre pays.

4) Le Directeur général fait enregistrer le présent Acte auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

5) Le Directeur général notifie aux gouvernements de tous les pays parties à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle:

i) les signatures apposées selon l'alinéa 1);
ii) le dépôt d'instruments de ratification ou d'adhésion selon l'article 9.3);
iii) la date d'entrée en vigueur du présent Acte selon l'article 9.4) *a)*;
iv) les acceptations des modifications du présent Acte selon l'article 8.3);
v) les dates auxquelles ces modifications entrent en vigueur;
vi) les dénonciations reçues selon l'article 12.

ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΤΗΣ ΝΙΚΑΙΑΣ

ΠΟΥ ΑΦΟΡΑ ΤΗ ΔΙΕΘΝΗ ΤΑΞΙΝΟΜΗΣΗ ΠΡΟΪΟΝΤΩΝ ΚΑΙ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ ΜΕ ΣΚΟΠΟ ΤΗΝ ΚΑΤΑΧΩΡΙΣΗ ΣΗΜΑΤΩΝ ΤΗΣ 15ΗΣ ΙΟΥΝΙΟΥ 1957, όπως αναθεωρήθηκε στη Στοκχόλμη στις 14 Ιουλίου 1967 και στη Γενεύη στις 13 Μαΐου 1977

Άρθρο 1
Ίδρυση Ειδικής Ένωσης,
Υιοθέτηση διεθνούς ταξινόμησης,
Ορισμοί και γλώσσες ταξινόμησης

1. Οι χώρες στις οποίες εφαρμόζεται η παρούσα Συμφωνία συγκροτούνται σε Ειδική Ένωση και υιοθετούν κοινή ταξινόμηση προϊόντων και υπηρεσιών με σκοπό την καταχώριση σημάτων (στο εξής θα ονομάζεται "ταξινόμηση").

2. Η Ταξινόμηση περιλαμβάνει:

Ι. Κατάλογο κατηγοριών που συνοδεύονται, όταν χρειάζεται, από επεξηγηματικά σημειώματα.

ΙΙ. Αλφαβητικό κατάλογο προϊόντων και υπηρεσιών (στο εξής θα ονομάζεται "αλφαβητικός κατάλογος") με ένδειξη της κατηγορίας στην οποία κάθε προϊόν ή υπηρεσία κατατάσσεται.

3. Η Ταξινόμηση αποτελείται από:

Ι. Ταξινόμηση που δημοσιεύθηκε το 1971 από το Διεθνές Γραφείο Πνευματικής Ιδιοκτησίας (στο εξής θα ονομάζεται "Διεθνές Γραφείο"), το οποίο αναφέρεται στην ιδρυτική Σύμβαση του Παγκόσμιου Οργανισμού Πνευματικής Ιδιοκτησίας, έχοντας εν τούτοις συμφωνήσει ότι τα επεξηγηματικά σημειώματα του καταλόγου των κατηγοριών που περιλαμβάνονται σ' αυτή τη δημοσίευση θα θεωρούνται προσωρινά και ως συστάσεις (βλ. Άρθρο 3.3ΙΙ) μέχρις ότου τα επεξηγηματικά σημειώματα του καταλόγου των κατηγοριών συνταχθούν από την Επιτροπή Εμπειρογνωμόνων που αναφέρεται στο άρθρο 3.

ΙΙ. Τις τροποποιήσεις και συμπληρώματα που ισχύουν, σύμφωνα με το άρθρο 4.1. της Συμφωνίας της Νίκαιας της 15ης Ιουνίου 1957 και της Πράξης της Στοκχόλμης της 14ης Ιουλίου 1967 αυτής της Συμφωνίας, πριν από την έναρξη ισχύος της παρούσας Πράξης.

ΙΙΙ. Τις αλλαγές που επήλθαν στη συνέχεια σύμφωνα με το άρθρο 3 της παρούσας Πράξης και που αρχίζουν να ισχύουν σύμφωνα με το άρθρο 4.1. της παρούσας Πράξης.

4. Η Ταξινόμηση γίνεται στη γαλλική και αγγλική γλώσσα και τα δύο κείμενα είναι εξίσου αξιόπιστα.

5. α) Η ταξινόμηση που αναφέρεται στην παράγραφο 3.Ι, καθώς και οι τροποποιήσεις και τα συμπληρώματα που αναφέρονται στην παράγραφο 3.ΙΙ, που ισχύουν πριν από την ημερομηνία υπογραφής της παρούσας Πράξης, περιλαμβάνονται σε αυθεντικό αντίτυπο, στη γαλλική γλώσσα, που κατατίθεται στο Γενικό Διευθυντή του Παγκόσμιου Οργανισμού Πνευματικής Ιδιοκτησίας (στο εξής θα ονομάζονται αντίστοιχα "Γενικός Διευθυντής" και "Οργανισμός"). Οι τροποποιήσεις και τα συμπληρώματα που αναφέρονται στην παράγραφο 3.ΙΙ, που αρχίζουν να ισχύουν μετά την ημερομηνία κατά την οποία η παρούσα Πράξη υπογράφεται, κατατίθενται επίσης σε ένα αυθεντικό αντίτυπο στη γαλλική γλώσσα στο Γενικό Διευθυντή.

β) Τα κείμενα που αναφέρονται στην υποπαράγραφο (α) συντάσσονται στην αγγλική γλώσσα από την Επιτροπή Εμπειρογνωμόνων που αναφέρεται στο άρθρο 3 σε σύντομη προθεσμία μετά την έναρξη ισχύος της παρούσας Πράξης. Αυθεντικό αντίτυπό της κατατίθεται στο Γενικό Διευθυντή.

γ) Οι αλλαγές που αναφέρονται στην παράγραφο 3.ΙΙΙ κατατίθενται σε ένα αυθεντικό αντίτυπο στη γαλλική και αγγλική γλώσσα στο Γενικό Διευθυντή.

6. Ο Γενικός Διευθυντής συντάσσει, αφού συμβουλευθεί τις ενδιαφερόμενες κυβερνήσεις είτε με βάση μετάφραση που προτείνεται από τις κυβερνήσεις αυτές είτε προσφεύγοντας σε κάθε άλλο μέσο που δεν επηρεάζει οικονομικά τον προϋπολογισμό της Ειδικής Ένωσης ή τον Οργανισμό, επίσημα κείμενα ταξινόμησης στη γερμανική, αραβική, ισπανική, ιταλική, πορτογαλική, ρωσική και σε οποιαδήποτε άλλη γλώσσα θα υποδείξει η Συνέλευση που αναφέρεται στο άρθρο 5.

7. Ο αλφαβητικός κατάλογος αναφέρει, σχετικά με κάθε ένδειξη προϊόντος ή υπηρεσίας, αριθμό σειράς στη γλώσσα στην οποία αυτός έχει συνταχθεί μαζί με:

Ι) Αν πρόκειται για αλφαβητικό κατάλογο στην αγγλική γλώσσα, αριθμό σειράς που η ίδια ένδειξη φέρει στον αλφαβητικό κατάλογο που έχει συνταχθεί στη γαλλική γλώσσα και αντίστροφα.

ΙΙ) Αν πρόκειται για αλφαβητικό κατάλογο που συντάσσεται σύμφωνα με την παράγραφο 6, τον αριθμό σειράς που η ίδια ένδειξη φέρει στον αλφαβητικό κατάλογο που έχει συνταχθεί στη γαλλική γλώσσα ή στον αλφαβητικό κατάλογο που έχει συνταχθεί στην αγγλική γλώσσα.

Άρθρο 2
Νομική σημασία και εφαρμογή της ταξινόμησης

1. Με την επιφύλαξη των υποχρεώσεων που τίθενται από την παρούσα Συμφωνία, η σημασία της ταξινόμησης είναι αυτή που της αποδίδεται από κάθε χώρα της Ειδικής Ένωσης. Κυρίως, η ταξινόμηση δεν δεσμεύει τις χώρες της Ειδικής Ένωσης ούτε ως προς την εκτίμηση της έκτασης της προστασίας του σήματος, ούτε ως προς την αναγνώριση των σημάτων υπηρεσιών.

2. Καθεμία από τις χώρες της Ειδικής Ένωσης επιφυλάσσεται της δυνατότητας να εφαρμόσει την ταξινόμηση ως κύριο ή βοηθητικό σύστημα.

3. Οι αρμόδιες διοικήσεις των χωρών της Ειδικής Ένωσης θα αναγράφουν στους επίσημους τίτλους και δημοσιεύσεις των καταχωρίσεων των σημάτων, τους αριθμούς των κατηγοριών της ταξινόμησης στις οποίες ανήκουν τα προϊόντα ή οι υπηρεσίες για τις οποίες έχει καταχωρηθεί το σήμα.

4. Το γεγονός ότι μία ονομασία αναφέρεται στον αλφαβητικό κατάλογο δεν επηρεάζει σε τίποτα τα δικαιώματα που θα μπορούσαν να υπάρξουν στην ονομασία αυτή.

Άρθρο 3
Επιτροπή Εμπειρογνωμόνων

1. Συνιστάται Επιτροπή Εμπειρογνωμόνων στην οποία αντιπροσωπεύεται καθεμιά από τις χώρες της Ειδικής Ένωσης.

2. α) Ο Γενικός Διευθυντής μπορεί και, μετά από αίτηση της Επιτροπής Εμπειρογνωμόνων, υποχρεούται να καλεί τις χώρες που δεν ανήκουν στην Ειδική Ένωση αλλά που είναι μέλη του Οργανισμού ή μέλη της Σύμβασης των Παρισίων για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας να αντιπροσωπεύονται από παρατηρητές στις συνελεύσεις της Επιτροπής Εμπειρογνωμόνων.

β) Ο Γενικός Διευθυντής καλεί τις διακυβερνητικές εξειδικευμένες στον τομέα των σημάτων οργανώσεις, των οποίων μία τουλάχιστον από τις χώρες μέλη είναι χώρα της Ειδικής Ένωσης, να εκπροσωπούνται από παρατηρητές στις συνελεύσεις της Επιτροπής Εμπειρογνωμόνων.

γ) Ο Γενικός Διευθυντής μπορεί και, με αίτηση της Επιτροπής Εμπειρογνωμόνων, υποχρεούται να καλεί τους εκπροσώπους άλλων διακυβερνητικών οργανώσεων και διεθνών μη κυβερνητικών οργανώσεων να λάβουν μέρος στις συζητήσεις που τους ενδιαφέρουν.

3. Η Επιτροπή Εμπειρογνωμόνων:

I. Αποφασίζει αλλαγές που θα επέλθουν στην ταξινόμηση.

II. Αποστέλλει στις χώρες της Ειδικής Ένωσης συστάσεις που τείνουν στο να διευκολύνουν τη χρήση της ταξινόμησης και στο να προωθήσουν την ενιαία εφαρμογή.

III. Παίρνει όλα τα άλλα μέτρα που, χωρίς να επηρεάζουν οικονομικά τον προϋπολογισμό της Ειδικής Ένωσης ή τον Οργανισμό, μπορούν να διευκολύνουν την εφαρμογή της ταξινόμησης από τις αναπτυσσόμενες χώρες.

IV. Έχει τη δυνατότητα να συγκροτεί υποεπιτροπές και ομάδες εργασίας.

4. Η Επιτροπή Εμπειρογνωμόνων υιοθετεί τον εσωτερικό κανονισμό της. Αυτός παρέχει στις διακυβερνητικές οργανώσεις που μνημονεύονται στην παράγραφο 2.β και οι οποίες μπορούν να συμβάλλουν ουσιαστικά στην ανάπτυξη της ταξινόμησης, τη δυνατότητα να συμμετέχουν στις συνεδριάσεις των υποεπιτροπών και ομάδων εργασίας της Επιτροπής Εμπειρογνωμόνων.

5. Οι προτάσεις για μελλοντικές αλλαγές στην ταξινόμηση μπορούν να γίνουν από την αρμόδια διοίκηση κάθε χώρας της Ειδικής Ένωσης, από το Διεθνές Γραφείο, τις διακυβερνητικές οργανώσεις που εκπροσωπούνται στην Επιτροπή Εμπειρογνωμόνων σύμφωνα με την παράγραφο 2.β και από κάθε χώρα ή οργάνωση που καλείται ιδιαίτερα από την Επιτροπή Εμπειρογνωμόνων να διατυπώσει τέτοιου είδους προτάσεις. Οι προτάσεις κοινοποιούνται στο Διεθνές Γραφείο που τις υποβάλει στα μέλη της Επιτροπής Εμπειρογνωμόνων και στους παρατηρητές δύο μήνες το αργότερο πριν από τη σύνοδο της Επιτροπής Εμπειρογνωμόνων κατά τη διάρκεια της οποίας θα εξετασθούν.

6. Κάθε χώρα της Ειδικής Ένωσης διαθέτει μία ψήφο.

7. α) Με την επιφύλαξη της υποπαραγράφου β, η Επιτροπή Εμπειρογνωμόνων αποφασίζει με απλή πλειοψηφία των χωρών της Ειδικής Ένωσης που παρίστανται και ψηφίζουν.

β) Οι αποφάσεις που αφορούν την υιοθέτηση τροποποιήσεων της ταξινόμησης λαμβάνονται με πλειοψηφία των τεσσάρων πέμπτων των χωρών της Ειδικής Ένωσης που παρίστανται και ψηφίζουν. Με τροποποίηση πρέπει να συμφωνηθεί κάθε μεταφορά προϊόντων ή υπηρεσιών από τη μία κατηγορία στην άλλη ή η δημιουργία κάθε νέας κατηγορίας.

γ) Ο εσωτερικός κανονισμός που αναφέρεται στην παράγραφο 4 προβλέπει ότι, εκτός από ειδικές περιπτώσεις, οι τροποποιήσεις της ταξινόμησης γίνονται δεκτές στο τέλος των προσδιορισμένων περιόδων. Η Επιτροπή Εμπειρογνωμόνων καθορίζει τη διάρκεια κάθε περιόδου.

8. Η αποχή δεν θεωρείται ψήφος.

Άρθρο 4
Γνωστοποίηση, έναρξη ισχύος και δημοσίευση των αλλαγών

1. Οι αλλαγές που αποφασίζονται από την Επιτροπή Εμπειρογνωμόνων, καθώς και οι συστάσεις της Επιτροπής Εμπειρογνωμόνων, γνωστοποιούνται στις αρμόδιες διοικήσεις των χωρών της Ειδικής Ένωσης από το Διεθνές Γραφείο. Οι τροποποιήσεις αρχίζουν να ισχύουν έξι μήνες μετά την ημερομηνία αποστολής της γνωστοποίησης. Κάθε άλλη αλλαγή αρχίζει να ισχύει κατά την ημερομηνία που ορίζεται από την Επιτροπή Εμπειρογνωμόνων όταν υιοθετηθεί η τροποποίηση.

2. Το Διεθνές Γραφείο ενσωματώνει στην ταξινόμηση τις ισχύουσες τροποποιήσεις. Οι τροποποιήσεις αυτές αποτελούν αντικείμενο δημοσιεύσεων σε περιοδικά που ορίζονται από τη Συνέλευση, όπως αναφέρεται στο άρθρο 5.

Άρθρο 5
Συνέλευση της Ειδικής Ένωσης

1. α) Η Ειδική Ένωση έχει Συνέλευση που αποτελείται από τις χώρες που έχουν κυρώσει την παρούσα Πράξη ή έχουν προσχωρήσει σ' αυτή.

β) Η κυβέρνηση κάθε χώρας αντιπροσωπεύεται από έναν εκπρόσωπο που μπορεί να βοηθείται από αναπληρωτές, συμβούλους και εμπειρογνώμονες.

γ) Τα έξοδα κάθε αντιπροσωπείας παρέχονται από την κυβέρνηση που την όρισε.

2. α) Με την επιφύλαξη των διατάξεων των άρθρων 3 και 4 η Συνέλευση:

I) Ασχολείται με όλα τα θέματα που αφορούν στη συνέχεια και την ανάπτυξη της Ειδικής Ένωσης και την εφαρμογή της παρούσας Συμφωνίας.

II) Δίνει στο Διεθνές Γραφείο οδηγίες που αφορούν στην προετοιμασία των αναθεωρητικών συνδιασκέψεων, έχοντας υπόψη τις παρατηρήσεις των χωρών της Ειδικής Ένωσης, οι οποίες δεν έχουν κυρώσει την παρούσα Πράξη ή δεν έχουν προσχωρήσει σ' αυτή.

III) Εξετάζει και εγκρίνει τις εκθέσεις και τις δραστηριότητες του Γενικού Διευθυντή του Οργανισμού (στο εξής θα ονομάζεται "Γενικός Διευθυντής"), που αφορούν στην Ειδική Ένωση και του δίνει όλες τις χρήσιμες οδηγίες σχετικά με θέματα αρμοδιότητας της Ειδικής Ένωσης.

IV) Αποφασίζει το πρόγραμμα, υιοθετεί τον τριετή προϋπολογισμό της Ειδικής Ένωσης και εγκρίνει τους λογαριασμούς κλεισίματος.

V) Υιοθετεί τον οικονομικό κανονισμό της Ειδικής Ένωσης.

VI) Συστήνει, εκτός από την αναφερόμενη στο άρθρο 3 Επιτροπή Εμπειρογνωμόνων, τις άλλες Επιτροπές Εμπειρογνωμόνων και ομάδες εργασίας που κρίνει χρήσιμες για την πραγματοποίηση των στόχων της Ειδικής Ένωσης.

VII) Αποφασίζει ποιες είναι οι χώρες μη μέλη της Ειδικής Ένωσης και ποιες οι διακυβερνητικές οργανώσεις που μπορούν να γίνουν δεκτές στις οργανώσεις της με την ιδιότητα των παρατηρητών.

VIII) Υιοθετεί τις τροποποιήσεις των άρθρων 5 μέχρι 8.

IX) Προχωρεί σε κάθε άλλη κατάλληλη ενέργεια με σκοπό την επίτευξη των στόχων της Ειδικής Ένωσης.

X) Διεκπεραιώνει οποιαδήποτε άλλα καθήκοντα συνδέονται με την παρούσα Συμφωνία.

β) Για τα άλλα θέματα που ενδιαφέρουν επίσης άλλες Ενώσεις που διοικούνται από την Οργάνωση, η Συνέλευση αποφασίζει αφού λάβει γνώση της γνωμοδότησης της Συντονιστικής Επιτροπής του Οργανισμού.

3. α) Κάθε χώρα μέλος της Συνέλευσης διαθέτει μία ψήφο.

β) Το ήμισυ των χωρών μελών της Συνέλευσης συνιστά απαρτία.

γ) Παρά τις διατάξεις της υποπαραγράφου β, αν κατά τη διάρκεια μιας συνεδρίασης, ο αριθμός των εκπροσωπούμενων χωρών είναι κατώτερος από το ήμισυ αλλά ίσος ή ανώτερος με το ένα τρίτο των χωρών μελών της Συνέλευσης, αυτή μπορεί να αποφασίζει. Εν τούτοις, οι αποφάσεις της Συνέλευσης, με εξαίρεση αυτές που αφορούν τη διαδικασία της, δεν καθίστανται εκτελεστές παρά μόνο αν πληρούνται οι παρακάτω αναφερόμενοι όροι. Το Διεθνές Γραφείο κοινοποιεί τις εν λόγω αποφάσεις στις χώρες μέλη της Συνέλευσης που δεν εκπροσωπήθηκαν, καλώντας τις να δηλώσουν γραπτώς την ψήφο τους ή την αποχή τους, μέσα σε προθεσμία τριών μηνών από την ημερομηνία της κοινοποίησης. Αν, μετά την παρέλευση της προθεσμίας αυτής, ο αριθμός των χωρών που με αυτόν τον τρόπο δήλωσαν την ψήφο τους ή την αποχή τους είναι τουλάχιστον ίσος με τον αριθμό των χωρών που δεν παρουσιάστηκαν ώστε να υπάρξει απαρτία κατά τη συνεδρίαση, οι εν λόγω αποφάσεις καθίστανται εκτελεστές, εφόσον συγχρόνως έχει επιτευχθεί η απαραίτητη πλειοψηφία.

δ) Με την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 8.2, οι αποφάσεις της Συνέλευσης λαμβάνονται με πλειοψηφία των δύο τρίτων των εκφρασθέντων ψήφων.

ε) Η αποχή δεν θεωρείται ψήφος.

στ) Ένας αντιπρόσωπος δεν μπορεί να εκπροσωπεί παρά μόνο μια χώρα και ψηφίζει μόνο εν ονόματί της.

ζ) Οι χώρες της Ειδικής Ένωσης που δεν είναι μέλη της Συνέλευσης γίνονται δεκτές στις συνεδριάσεις της ως παρατηρητές.

4. α) Η Συνέλευση συνεδριάζει μία φορά κάθε τρία χρόνια σε τακτική συνεδρίαση μετά από σύγκληση των μελών από το Γενικό Διευθυντή και, εκτός εξαιρετικών περιπτώσεων, κατά τον ίδιο χρόνο και στον ίδιο τόπο με τη Γενική Συνέλευση του Οργανισμού.

β) Η Συνέλευση συνεδριάζει εκτάκτως μετά από πρόσκληση που αποστέλλεται από το Γενικό Διευθυντή και με αίτηση του ενός τετάρτου των χωρών μελών της Συνέλευσης.

γ) Η ημερήσια διάταξη κάθε συνεδρίασης ετοιμάζεται από το Γενικό Διευθυντή.

5. Η Συνέλευση υιοθετεί τον εσωτερικό κανονισμό της.

Άρθρο 6
Διεθνές Γραφείο

1. α) Τα διοικητικά καθήκοντα που αναλαμβάνει η Ειδική Ένωση ανατίθενται από το Διεθνές Γραφείο.

β) Ειδικά, το Διεθνές Γραφείο προετοιμάζει τις συνεδριάσεις και παρέχει τη Γραμματεία της Συνέλευσης, της Επιτροπής Εμπειρογνωμόνων και όλων των άλλων Επιτροπών Εμπειρογνωμόνων και όλων των ομάδων εργασίας που η Συνέλευση ή η Επιτροπή Εμπειρογνωμόνων μπορεί να συστήσει.

γ) Ο Γενικός Διευθυντής είναι ο ανώτατος λειτουργός της Ειδικής Ένωσης και την εκπροσωπεί.

2. Ο Γενικός Διευθυντής και κάθε μέλος του προσωπικού που ορίζεται από αυτόν συμμετέχουν, χωρίς δικαίωμα ψήφου, σε όλες τις συνεδριάσεις της Συνέλευσης, της Επιτροπής Εμπειρογνωμόνων και σε κάθε άλλη Επιτροπή Εμπειρογνωμόνων ή κάθε άλλη ομάδα εργασίας που μπορεί να συστήσει η Συνέλευση ή η Επιτροπή Εμπειρογνωμόνων. Ο Γενικός Διευθυντής ή ένα μέλος του προσωπικού που ορίζεται από αυτόν εκτελεί αυτεπαγγέλτως χρέη γραμματέα αυτών των οργάνων.

3. α) Το Διεθνές Γραφείο, σύμφωνα με τις οδηγίες της Συνέλευσης, προετοιμάζει τις αναθεωρητικές συνδιασκέψεις των διατάξεων της Συμφωνίας εκτός των άρθρων 5 έως 8.

β) Το Διεθνές Γραφείο μπορεί να συμβουλεύεται τους διακυβερνητικούς και τους διεθνείς μη κυβερνητικούς οργανισμούς για την προετοιμασία των αναθεωρητικών συνδιασκέψεων.

γ) Ο Γενικός Διευθυντής και τα πρόσωπα που ορίζονται απ' αυτόν λαμβάνουν μέρος, χωρίς δικαίωμα ψήφου, στις αποφάσεις των συνδιασκέψεων αυτών.

4. Το Διεθνές Γραφείο εκτελεί οποιαδήποτε άλλα καθήκοντα του έχουν αποδοθεί.

Άρθρο 7
Οικονομικά

1. α) Η Ειδική Ένωση διαθέτει προϋπολογισμό.

β) Ο προϋπολογισμός της Ειδικής Ένωσης περιλαμβάνει τα καθαρά έσοδα και έξοδα της Ειδικής Ένωσης, τη συνδρομή της στον προϋπολογισμό των κοινών εξόδων των Ενώσεων, καθώς και, όταν χρειάζεται, το ποσό που τίθεται στη διάθεση του προϋπολογισμού της Συνδιάσκεψης του Οργανισμού.

γ) Θεωρούνται ως έξοδα κοινά των Ενώσεων τα έξοδα που δεν αποδίδονται αποκλειστικά στην Ειδική Ένωση αλλά, επίσης και σε μία ή περισσότερες άλλες Ενώσεις που διοικούνται από τον Οργανισμό. Η συμμετοχή της Ειδικής Ένωσης στα κοινά αυτά έξοδα είναι ανάλογη με το ενδιαφέρον που παρουσιάζουν γι' αυτήν τα έξοδα αυτά.

2. Ο προϋπολογισμός της Ειδικής Ένωσης αποφασίζεται λαμβάνοντας υπόψη τις ανάγκες του συντονισμού με τους προϋπολογισμούς των άλλων Ενώσεων που διοικούνται από τον Οργανισμό.

3. Ο προϋπολογισμός της Ειδικής Ένωσης χρηματοδοτείται από τους παρακάτω πόρους:

I) Τις συνδρομές των χωρών της Ειδικής Ένωσης.

II) Τα ποσά και τους φόρους που οφείλονται για παρεχόμενες από το Διεθνές Γραφείο υπηρεσίες για λογαριασμό της Ειδικής Ένωσης.

III) Το προϊόν της πώλησης των δημοσιεύσεων του Διεθνούς Γραφείου σχετικά με την Ειδική Ένωση και τα δικαιώματα που αναλογούν στις δημοσιεύσεις αυτές.

IV) Τις δωρεές, τα κληροδοτήματα και τις επιδοτήσεις.

V) Τα μισθώματα, τους τόκους και τα διάφορα άλλα εισοδήματα.

4. α) Για τον προσδιορισμό της συμμετοχής της σύμφωνα με την παράγραφο 3.I, κάθε χώρα της Ειδικής Ένωσης ανήκει στην κατηγορία στην οποία έχει ταξινομηθεί όσον αφορά στην Ένωση των Παρισίων για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας και πληρώνει τις ετήσιες συνδρομές της με βάση τον καθορισμένο αριθμό των μονάδων αυτής της κατηγορίας σε αυτήν την Ένωση.

β) Η ετήσια συνδρομή κάθε χώρας της Ειδικής Ένωσης συνίσταται σε ποσό του οποίου η σχέση με το συνολικό ύψος των ετήσιων συνδρομών στον προϋπολογισμό της Ειδικής Ένωσης όλων των χωρών είναι η ίδια με τη σχέση ανάμεσα στον αριθμό των μονάδων της κατηγορίας στην οποία έχει ταξινομηθεί και το συνολικό αριθμο των μονάδων του συνόλου των χωρών.

γ) Οι συνδρομές καταβάλλονται την πρώτη Ιανουαρίου καθε χρόνου.

δ) Μία χώρα που καθυστερεί την πληρωμή των συνδρομών της δεν μπορεί να ασκεί το δικαίωμα της ψηφοφορίας σε κανένα από τα όργανα της Ειδικής Ένωσης, αν το ποσό της οφειλής της ισούται ή ξεπερνά το ποσό των συνδρομών που οφείλονται για δύο συνεχή χρόνια. Εν τούτοις, μία τέτοια χώρα μπορεί να λάβει άδεια διατήρησης του δικαιώματος ψηφοφορίας εντός του παραπάνω οργάνου για όσο χρονικό διάστημα αυτό θεωρηθεί ότι η καθυστέρηση προκύπτει από εξαιρετικές και αναπόφευκτες περιστασεις.

ε) Στην περίπτωση που ο προϋπολογισμός δεν γίνεται δεκτός πριν από την έναρξη ενός νέου οικονομικού έτους, ο προϋπολογισμός της προηγούμενης χρονιάς ανανεώνεται σύμφωνα με τις διατυπώσεις που προβλέπονται από τον οικονομικό κανονισμό.

5. Το ύψος των φόρων και των ποσών που οφείλονται για παρεχόμενες από το Διεθνές Γραφείο υπηρεσίες για λογαριασμό της Ειδικής Ένωσης καθορίζεται από το Γενικό Διευθυντή, που αποδίδει λογαριασμό στη Συνέλευση.

6. α) Η Ειδική Ένωση διαθέτει ένα κεφάλαιο κίνησης που αποτελείται από ενιαίο ποσό που καταβάλλεται από κάθε χώρα της Ειδικής Ένωσης. Αν το κεφάλαιο δεν επαρκεί, η Συνέλευση αποφασίζει για την αύξησή του.

β) Το ποσό της αρχικής καταβολής κάθε χώρας για το παραπάνω κεφάλαιο ή της συμμετοχής της για την αύξηση αυτού είναι ανάλογο με τη συνδρομή αυτής της χώρας για το χρόνο κατά τον οποίο συστήθηκε το κεφάλαιο ή αποφασίσθηκε η αύξηση.

γ) Η αναλογία ή οι τρόποι καταβολής αποφασίζονται από τη Συνέλευση με πρόταση του Γενικού Διευθυντή και μετά από γνωμοδότηση της Συντονιστικής Επιτροπής του Οργανισμού.

7. α) Η Συμφωνία της έδρας που υπογράφεται με τη χώρα στο έδαφος της οποίας ο Οργανισμός έχει την έδρα του, προβλέπει ότι, αν το κεφάλαιο κίνησης δεν επαρκεί, αυτή η χώρα εγκρίνει προκαταβολές. Το ύψος των προκαταβολών αυτών και οι όροι υπό τους οποίους αυτές εγκρίνονται αποτελούν σε κάθε περίπτωση αντικείμενο ξεχωριστών συμφωνιών ανάμεσα στην εν λόγω χώρα και τον Οργανισμό.

β) Η χώρα που αναφέρεται στην υποπαράγραφο (α) και ο Οργανισμός έχουν καθεμία το δικαίωμα να καταγγείλουν την υποχρέωση έγκρισης προκαταβολών δια μέσου γραπτής γνωστοποίησης. Η καταγγελία ισχύει τρία χρόνια μετά το τέλος του έτους κατά το οποίο αυτή γνωστοποιήθηκε.

8. Ο έλεγχος των λογαριασμών διασφαλίζεται σύμφωνα με τους προβλεπόμενους από τον οικονομικό κανονισμό τρόπους από μία ή περισσότερες χώρες της Ειδικής Ένωσης ή από εξωτερικούς ελεγκτές που με τη συγκατάθεσή τους ορίζονται από τη Συνέλευση.

Άρθρο 8
Τροποποίηση των άρθρων 5 έως 8

1. Προτάσεις τροποποίησης των άρθρων 5, 6, 7 και του παρόντος άρθρου μπορούν να παρουσιαστούν από κάθε χώρα μέλος της Συνέλευσης ή από το Γενικό Διευθυντή. Οι προτάσεις αυτές κοινοποιούνται από το Γενικό Διευθυντή στις χώρες μέλη της Συνέλευσης έξι μήνες τουλάχιστον πριν να εξετασθούν από τη Συνέλευση.

2. Κάθε τροποποίηση των άρθρων που αναφέρονται στην παράγραφο 1 γίνεται δεκτή από τη Συνέλευση με πλειοψηφία τριών τετάρτων των ψηφισάντων· όμως, κάθε τροποποίηση του άρθρου 5 και της παρούσας παραγράφου απαιτεί τα τέσσερα πέμπτα των ψηφισάντων.

3. Κάθε τροποποίηση των άρθρων που αναφέρονται στην παράγραφο 1 ισχύει ένα μήνα μετά την παραλαβή από το Γενικό Διευθυντή των γραπτών γνωστοποιήσεων αποδοχής, η οποία πραγματοποιείται σύμφωνα με τους αντίστοιχους καταστατικούς κανόνες τους, εκ μέρους των τριών τετάρτων των χωρών που ήταν μέλη της Συνέλευσης κατά τη στιγμή όπου έγινε δεκτή η τροποποίηση. Κάθε τροποποίηση των παραπάνω άρθρων που γίνεται μ' αυτόν τον τρόπο δεκτή συνδέει όλες τις χώρες που είναι μέλη της Συνέλευσης κατά τη στιγμή όπου αρχίζει να ισχύει η τροποποίηση ή που γίνονται μέλη αυτής σε μεταγενέστερη ημερομηνία· όμως, κάθε τροποποίηση που αυξάνει τις οικονομικές υποχρεώσεις των χωρών της Ειδικής Ένωσης δεν συνδέει παρά μόνο αυτές που γνωστοποίησαν ότι αποδέχονται την παραπάνω τροποποίηση.

Άρθρο 9
Επικύρωση και προσχώρηση
Έναρξη ισχύος

1. Καθεμιά από τις χώρες της Ειδικής Ένωσης που υπέγραψε την παρούσα Πράξη μπορεί να την επικυρώσει και, αν δεν την είχε υπογράψει, μπορεί να προσχωρήσει σ' αυτή.

2. Κάθε χώρα ξένη προς την Ειδική Ένωση, μέλος της Σύμβασης των Παρισίων για την προστασία της

βιομηχανικής ιδιοκτησίας, μπορεί να προσχωρήσει στην παρούσα Πράξη και να καταστεί, εξ αυτού, χώρα της Ειδικής Ένωσης.

3. Τα έγγραφα επικύρωσης και προσχώρησης κατατίθενται στο Γενικό Διευθυντή.

4. α) Η παρούσα Πράξη ισχύει τρεις μήνες μετά την πλήρωση των δύο παρακάτω όρων:

I) έξι ή περισσότερες χώρες έχουν καταθέσει τα έγγραφα επικύρωσης ή προσχώρησης,

II) τρεις τουλάχιστον από τις χώρες αυτές είναι χώρες που, κατά την ημερομηνία που η παρούσα Πράξη είναι ανοικτή στην υπογραφή, είναι χώρες της Ειδικής Ένωσης.

β) Η έναρξη ισχύος που αναφέρεται στην υποπαράγραφο (α) πραγματοποιείται όσον αφορά τις χώρες που, τρεις μήνες τουλάχιστον πριν από την παραπάνω έναρξη ισχύος, κατέθεσαν έγγραφα επικύρωσης ή προσχώρησης.

γ) Όσον αφορά κάθε χώρα που δεν καλύπτεται από την υποπαράγραφο (β), η παρούσα Πράξη ισχύει τρεις μήνες μετά την ημερομηνία κατά την οποία γνωστοποιήθηκε η επικύρωση ή η προσχώρηση της από το Γενικό Διευθυντή, εκτός αν έχει ορισθεί μεταγενέστερη ημερομηνία στο έγγραφο επικύρωσης ή προσχώρησης. Σ' αυτήν την περίπτωση η παρούσα Πράξη ισχύει, όσον αφορά αυτή τη χώρα, κατά την ημερομηνία που υποδεικνύεται.

5. Η επικύρωση ή η προσχώρηση επισύρει δικαιωματικά εξάρτηση από όλες τις ρήτρες και υπόκειται σε όλα τα πλεονεκτήματα που αναφέρονται στην παρούσα Πράξη.

6. Μετά την έναρξη ισχύος της παρούσας Πράξης, καμιά χώρα δεν μπορεί να επικυρώσει μία Πράξη προγενέστερη της παρούσας Συμφωνίας ή να προσχωρήσει σ' αυτήν.

Άρθρο 10
Διάρκεια

Η παρούσα Συμφωνία έχει την ίδια διάρκεια με τη Σύμβαση των Παρισίων για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας.

Άρθρο 11
Αναθεώρηση

1. Η παρούσα Συμφωνία μπορεί να αναθεωρείται περιοδικά από συνδιασκέψεις χωρών της Ειδικής Ένωσης.

2. Η Συνέλευση αποφασίζει για τη σύγκληση των αναθεωρητικών συνδιασκέψεων.

3. Τα άρθρα 5 έως 8 μπορούν να τροποποιηθούν είτε από μία αναθεωρητική συνδιάσκεψη είτε σύμφωνα με το άρθρο 8.

Άρθρο 12
Καταγγελία

1. Κάθε χώρα μπορεί να καταγγείλει την παρούσα Πράξη με γνωστοποίηση που αποστέλλεται στο Γενικό Διευθυντή. Η καταγγελία αυτή περιλαμβάνει επίσης καταγγελία της Πράξης ή των Πράξεων που προηγούνται της παρούσας Συμφωνίας, τις οποίες επικύρωσε και στις οποίες προσχώρησε η χώρα που καταγγέλλει την παρούσα Πράξη και δεν έχει συνέπειες παρά μόνο ως προς τη χώρα που καταγγέλλει, εφόσον η Συμφωνία συνεχίζει να ισχύει και να είναι εκτελεστή ως προς τις άλλες χώρες της Ειδικής Ένωσης.

2. Η καταγγελία εφαρμόζεται ένα χρόνο μετά την ημερομηνία κατά την οποία ο Γενικός Διευθυντής παραλαμβάνει τη γνωστοποίηση.

3. Η δυνατότητα καταγγελίας που προβλέπεται στο παρόν άρθρο δεν μπορεί να ασκείται από μία χώρα πριν από την εκπνοή προθεσμίας πέντε χρόνων από την ημερομηνία κατά την οποία κατέστη αυτή χώρα της Ειδικής Ένωσης.

Άρθρο 13
Παραπομπή στο άρθρο 24 της Σύμβασης των Παρισίων

Οι διατάξεις του άρθρου 24 της Πράξης της Στοκχόλμης του 1967 της Σύμβασης των Παρισίων για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας εφαρμόζονται στην παρούσα Συμφωνία· όμως, αν αυτές οι διατάξεις τροποποιούνται στο μέλλον, η τελευταία ημερολογιακή τροποποίηση εφαρμόζεται στην παρούσα Συμφωνία ως προς τις χώρες της Ειδικής Ένωσης που συνδέονται με την τροποποίηση αυτή.

Άρθρο 14
Υπογραφή - Γλώσσες - Καθήκοντα καταθέτη - Γνωστοποιήσεις

1. α) Η παρούσα Πράξη υπογράφεται σε ένα και μόνο γνήσιο αντίτυπο στη γαλλική και αγγλική γλώσσα, πιστοποιείται εξίσου και από τα δύο κείμενα και κατατίθεται στο Γενικό Διευθυντή.

β) Επίσημα κείμενα της παρούσας Πράξης συντάσσονται από το Γενικό Διευθυντή, μετά από συνεννόηση με τις ενδιαφερόμενες κυβερνήσεις και μέσα σε δύο μήνες που ακολουθούν από την υπογραφή της παρούσας Πράξης, στις δύο άλλες γλώσσες, τα ισπανικά και τα ρωσικά, στις οποίες μαζί με τις γλώσσες που αναφέρονται στην υποπαράγραφο (α) υπογράφηκαν τα κείμενα που πιστοποιούν την ιδρυτική Σύμβαση του Παγκόσμιου Οργανισμού Πνευματικής Ιδιοκτησίας.

γ) Επίσημα κείμενα της παρούσας Πράξης συντάσσονται από το Γενικό Διευθυντή, μετά από συνεννόηση με τις ενδιαφερόμενες κυβερνήσεις, στη γερμανική, αραβική, ιταλική και πορτογαλική γλώσσα και στις άλλες γλώσσες που μπορεί να υποδείξει η Συνέλευση.

2. Η παρούσα Πράξη παραμένει ανοικτή για υπογραφή μέχρι τις 31 Δεκεμβρίου 1977.

3. α) Ο Γενικός Διευθυντής επικυρώνει και διαβιβάζει δύο αντίγραφα του υπογεγραμμένου κειμένου της παρούσας Πράξης στις κυβερνήσεις όλων των χωρών της Ειδικής Ένωσης και, μετά από αίτηση, στην κυβέρνηση κάθε άλλης χώρας.

β) Ο Γενικός Διευθυντής επικυρώνει και διαβιβάζει δύο αντίγραφα κάθε τροποποίησης της παρούσας Πράξης στις κυβερνήσεις όλων των χωρών της Ειδικής Ένωσης και, μετά από αίτηση, στην κυβέρνηση κάθε άλλης χώρας.

4. Ο Γενικός Διευθυντής φροντίζει για την καταχώριση της παρούσας Πράξης στη Γραμματεία του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών.

5. Ο Γενικός Διευθυντής γνωστοποιεί στις κυβερνήσεις όλων των χωρών μελών της Σύμβασης των Παρισίων για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας:

I) τις υπογραφές που τίθενται σύμφωνα με την παράγραφο 1.,

II) την κατάθεση των εγγράφων επικύρωσης ή προσχώρησης σύμφωνα με το άρθρο 9.3.,

III) την ημερομηνία έναρξης ισχύος της παρούσας Πράξης σύμφωνα με το άρθρο 9.4.α.,

IV) τις τροποποιήσεις της παρούσας Πράξης που γίνονται δεκτές σύμφωνα με το άρθρο 8.3.,

V) τις ημερομηνίες στις οποίες ισχύουν αυτές οι τροποποιήσεις,

VI) τις κοινοποιήσεις που λαμβάνονται σύμφωνα με το άρθρο 12.

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και της Συμφωνίας που κυρώνεται, όπως αυτή αναθεωρήθηκε, από την πλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 9 παρ. 4.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 5 Ιουνίου 1997

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΘΕΟΔ. ΠΑΓΚΑΛΟΣ

ΕΘΝ. ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ ΚΑΙ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΠΑΝ. ΠΑΠΑΝΤΩΝΙΟΥ

ΑΝΑΠΤΥΞΗΣ
ΒΑΣ. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 9 Ιουνίου 1997

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΥΑΓ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ

ΕΦΗΜΕΡΙΔΑ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΚΑΠΟΔΙΣΤΡΙΟΥ 34 * ΑΘΗΝΑ 104 32 * TELEX 223211 YPET GR * FAX 52 34 312

ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΕΣ ΕΞΥΠΗΡΕΤΗΣΗΣ ΠΟΛΙΤΩΝ

ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΥΠΗΡΕΣΙΑ Σολωμού 51		ΠΕΡΙΦΕΡΕΙΑΚΑ ΓΡΑΦΕΙΑ ΠΩΛΗΣΗΣ Φ.Ε.Κ.	
Πληροφορίες δημοσιευμάτων Α.Ε. - Ε.Π.Ε.	5225761	ΘΕΣΣΑΛΟΝΙΚΗ	
	5230841	Βασ. Όλγας 188, 1ος ορ.-Τ.Κ. 546 55	(031)423956
Πληροφορίες δημοσιευμάτων λοιπών Φ.Ε.Κ.	5225713	ΠΕΙΡΑΙΑΣ	4136402
	5249547	Νικήτα 6-8 Τ.Κ. 185 31	4171307
Πώληση Φ.Ε.Κ.	5239762	ΠΑΤΡΑ	(061)271249
Φωτοαντίγραφα παλαιών Φ.Ε.Κ.	5248141	Κορίνθου 327 Τ.Κ. 262 23	224581
Βιβλιοθήκη παλαιών Φ.Ε.Κ.	5248188	ΙΩΑΝΝΙΝΑ	
Οδηγίες για δημοσιεύματα Α.Ε. - Ε.Π.Ε.	5248785	Διοικητήριο Τ.Κ. 454 44	(0651)21901
Εγγραφή Συνδρομητών Φ.Ε.Κ. και		ΚΟΜΟΤΗΝΗ	(0531)22637
αποστολή Φ.Ε.Κ.	5248320	Δημοκρατίας 1 Τ.Κ. 691 00	26522

ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ ΕΦΗΜΕΡΙΔΟΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
- Μέχρι 8 σελίδες 150 δρχ.
- Από 9 μέχρι 16 σελίδες 300 δρχ.
- Από 16 σελίδες και άνω προσαύξηση 100 δρχ. ανά 8σέλιδο ή μέρους αυτού

ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ Φ.Ε.Κ.

Τεύχος	Κ.Α.Ε. Προϋπολογισμού 2531	Κ.Α.Ε. εσόδου υπέρ ΤΑΠΕΤ 3512
Α΄ (Νόμοι, Π.Δ., Συμβάσεις κ.τλ.)	50.000 δρχ.	2.500 δρχ.
Β΄ (Υπουργικές αποφάσεις κ.τλ.)	50.000 »	2.500 »
Γ΄ (Διορισμοί, απολύσεις κ.τλ. Δημ. Υπαλλήλων)	10.000 »	500 »
Δ΄ (Απαλλοτριώσεις, πολεοδομία κτλ.)	50.000 »	2.500 »
Αναπτυξιακών Πράξεων (Τ.Α.Π.Σ.)	25.000 »	1.250 »
Ν.Π.Δ.Δ. (Διορισμοί κ.τλ. προσωπικού Ν.Π.Δ.Δ.)	10.000 »	500 »
Παράρτημα (Πίνακες επιτυχόντων διαγωνισμών)	5.000 »	250 »
Δελτίο Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας (Δ.Ε.Β.Ι.)	10.000 »	500 »
Ανωτάτου Ειδικού Δικαστηρίου (Α.Ε.Δ.)	3.000 »	150 »
Ανωνύμων Εταιρειών & Ε.Π.Ε.	250.000 »	12.500 »
Προκηρύξεων Α.Σ.Ε.Π.	10.000 »	500 »
ΓΙΑ ΟΛΑ ΤΑ ΤΕΥΧΗ ΕΚΤΟΣ Α.Ε. & Ε.Π.Ε.	200.000 »	10.000 »

* Οι συνδρομές του εσωτερικού προπληρώνονται στα Δημόσια Ταμεία που δίδουν αποδεικτικό είσπραξης (διπλότυπο) το οποίο με τη φροντίδα του ενδιαφερομένου πρέπει να στέλνεται στην Υπηρεσία του Εθνικού Τυπογραφείου.
* Οι συνδρομές του εξωτερικού επιβαρύνονται πέρα των παραπάνω αναφερομένων ποσών με τα ταχυδρομικά τέλη και μπορεί να στέλνονται με επιταγή και σε ανάλογο συνάλλαγμα στο Διευθυντή Οικονομικού του Εθνικού Τυπογραφείου.
* Η πληρωμή του ποσοστού του ΤΑΠΕΤ που αντιστοιχεί σε συνδρομές, εισπράττεται στην Αθήνα από το Ταμείο του ΤΑΠΕΤ (Σολωμού 51 - Αθήνα) και στις άλλες πόλεις από τα Δημόσια Ταμεία.
* Οι συνδρομητές του εξωτερικού μπορούν να στέλνουν το ποσό του ΤΑΠΕΤ μαζί με το ποσό της συνδρομής.
* Οι Νομαρχιακές Αυτοδιοικήσεις, οι Δήμοι, οι Κοινότητες ως και οι επιχειρήσεις αυτών πληρώνουν το μισό χρηματικό ποσό της συνδρομής και ολόκληρο το ποσό υπέρ του ΤΑΠΕΤ.
* Η συνδρομή ισχύει για ένα χρόνο, που αρχίζει την 1η Ιανουαρίου και λήγει την 31η Δεκεμβρίου του ίδιου χρόνου. Δεν εγγράφονται συνδρομητές για μικρότερο χρονικό διάστημα.
* Η εγγραφή ή ανανέωση της συνδρομής πραγματοποιείται το αργότερο μέχρι τον Μάρτιο κάθε έτους.
* Αντίγραφα διπλοτύπων, ταχυδρομικές επιταγές και χρηματικά γραμμάτια δεν γίνονται δεκτά.

Οι υπηρεσίες κοινού λειτουργούν καθημερινά από 08.00΄ έως 13.00΄

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ